

Proposition d'intervention – Débat 50-1 sur la situation au Proche et au Moyen-Orient

Mercredi 25 mars 2026

Monsieur le Président,
Monsieur le Premier Ministre,
Mes chers collègues,

Le Moyen-Orient traverse aujourd'hui l'une des périodes les plus graves de son histoire contemporaine.

Ce que nous vivons n'est pas une crise de plus.
C'est un basculement stratégique.

Depuis le 28 février 2026, un conflit ouvert oppose désormais les États-Unis et Israël à l'Iran, marquant la fin de plusieurs décennies d'affrontements indirects.

Ce jour-là, des frappes coordonnées ont visé des installations militaires, stratégiques et nucléaires iraniennes.

L'Iran a immédiatement riposté par des attaques de missiles et de drones visant Israël, mais aussi des bases américaines et des pays alliés dans toute la région.

Nous sommes entrés dans une guerre d'escalade.
Une guerre régionale.
Une guerre qui menace désormais l'équilibre mondial.

Car ce conflit ne surgit pas de nulle part.

Il s'inscrit dans une rivalité ancienne, profondément enracinée.

Depuis la révolution islamique de 1979, le régime iranien a fait de l'hostilité à Israël un pilier de sa politique étrangère, tout en développant une stratégie d'influence régionale fondée sur des relais armés.

Le Hezbollah au Liban, le Hamas à Gaza, les milices en Irak ou en Syrie : autant de leviers utilisés pour projeter une puissance indirecte.

À cette dimension idéologique s'ajoute une réalité stratégique majeure : le programme nucléaire iranien.

Pour Israël et les États-Unis, il constitue une menace existentielle.
Pour l'Iran, il est un instrument de souveraineté et de puissance.

C'est cette combinaison — idéologique, militaire et nucléaire — qui a conduit à la rupture actuelle.

Aujourd'hui, ce conflit déborde largement ses protagonistes initiaux.

Le développement économique des pays du Golfe est menacé par l'Iran.

Les frappes sur le Qatar du 19 mars ont atteint 20% de la production de GNL du Qatar qui représente à lui seul 20% de la production mondiale.

Les Émirats arabes unis ont été la cible de 40% des frappes de l'Iran. A croire que l'Iran est plus en guerre avec les pays du Golfe qu'avec Israël ou les Etats-Unis.

Le détroit d'Ormuz, par lequel transite près de 20 % du pétrole mondial, est devenu un point de tension critique.

Les flux maritimes sont perturbés, les marchés énergétiques sous pression, et le risque d'un choc économique mondial est réel.

Mais cette guerre ne se joue pas uniquement entre États.

Elle se déploie à travers des acteurs non étatiques, au premier rang desquels le Hezbollah.

Au Liban, ce mouvement a pris la décision unilatérale d'entrer dans le conflit, entraînant le pays dans une guerre dont ni les autorités ni la population ne voulaient.

Le Premier ministre Nawaf Salam l'a clairement affirmé : les opérations du Hezbollah sont aujourd'hui dirigées par les Gardiens de la révolution iraniens.

Cela dit tout.

Cela dit la perte de souveraineté.

Cela dit la captation de l'État.

Cela dit l'impasse politique.

Je veux le dire avec force : le régime des Mollahs mène depuis plus de quarante ans une stratégie de déstabilisation régionale.

Une stratégie qui menace :

Israël, directement ;

les monarchies du Golfe ;

et la stabilité même du Liban.

Cette guerre en est aujourd'hui l'aboutissement.

Ce constat est désormais confirmé par les faits.

Cette semaine encore, des réseaux liés au Hezbollah ont été démantelés au Koweït et aux Émirats arabes unis.

Selon les autorités de ces pays, ils projetaient de mener des opérations visant à déstabiliser les régimes en place et à semer le chaos.

Cela démontre une réalité incontestable :

le Hezbollah n'est pas un acteur libanais,

il est un instrument de projection de la stratégie iranienne dans l'ensemble du Golfe.

Mais derrière ces équilibres géopolitiques, il y a une réalité humaine.

Je veux parler de nos compatriotes.

Ils sont près de 400 000 Français dans la région.
Et aujourd'hui, ils vivent cette guerre au quotidien.

À tous ces Français, je veux dire : la Nation ne vous oublie pas.

Je veux saluer ici l'engagement remarquable de nos équipes diplomatiques et consulaires, mobilisées sans relâche pour accompagner nos compatriotes dans cette crise.

Je veux saluer nos militaires engagés pour défendre les pays du Golfe face aux attaques iraniennes, et rendre hommage à la mémoire de l'adjudant-chef Arnaud Frion, mort lors de sa mission dans le nord de l'Irak, ainsi qu'à ses frères d'armes blessés lors de cette attaque.

Je veux également saluer les efforts constants du Président de la République, et du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères pour favoriser la désescalade et rechercher des solutions diplomatiques pour sortir du conflit.

L'ambassadeur des Émirats arabes unis m'a dit ce soir que son pays remercie profondément la France pour son soutien et sa protection.

C'est une chose de voir la guerre à la télévision, c'en est une autre d'être le témoin direct et de devoir agir pour répondre aux angoisses, m'a confié Rosianne Houngo Monteverde, conseillère des Français de l'étranger Bahreïn–Qatar, depuis Manama.

Dans les Émirats arabes unis, nos compatriotes ont démontré une capacité d'organisation exemplaire.

Je pense à l'initiative de Geoffroy Bunetel, administrateur de la Chambre de commerce française aux Émirats, à l'origine du réseau France Fr' entraide.

Plus de 2 000 membres, reliés par WhatsApp.
Des solutions concrètes.
Une solidarité immédiate.

C'est cela aussi, la France à l'étranger.

Bien loin de certaines images caricaturales d'influenceurs relayées parfois, d'une communauté en panique.

Les chiffres qu'il recense parlent d'eux-mêmes :
1 % seulement de nos compatriotes ont décidé de partir définitivement ;
29 % sont partis temporairement et prévoient de revenir ;
70 % sont restés.

Je veux également évoquer tous nos compatriotes d'Asie et d'Océanie, aujourd'hui bloqués ou confrontés à une explosion du coût des billets, du fait de la désorganisation des hubs du Golfe.

En Iran, la situation est particulièrement préoccupante.

Je veux saluer l'engagement de Anne-Sophie Français, qui les représente depuis le Pakistan.

Elle témoignait encore hier de l'isolement croissant dans lequel vivent nos compatriotes : communications limitées, difficultés d'accès aux soins, incertitude permanente.

Avec notre collègue Olivia Richard, présidente du groupe d'amitié France–Iran, nous pensons à eux — et en particulier à Cécile Kohler et Jacques Paris, qui vivent une nouvelle épreuve.

Nous pensons aussi au peuple iranien, qui subit depuis des décennies une répression systématique.

Et j'aurais aimé, cher collègue, que vous parliez de ce régime capable de massacrer sa propre population et de faire en quelques semaines autant de victimes que la bataille de la Somme durant la Première guerre mondiale.

En Israël, je veux relayer les mots d'Anne Baer, présidente du comité Israël des Conseillers du Commerce Extérieur de la France : continuer à vivre, malgré la menace.

Elle incarne cette communauté française en Israël, engagée, innovante, profondément attachée aux valeurs de liberté et d'État de droit.

Au Liban, enfin, la situation est dramatique.

Je m'y suis rendu le mois dernier avec Nadia Chaaya, conseillère à l'AFE pour le Moyen-Orient.

Ensemble, nous avons rencontré le Président Joseph Aoun, ainsi que les ministres, mais aussi des responsables politiques engagés, comme Samy Gemayel, Neemat Frem ou encore les Forces libanaises conduites par Samir Geagea.

Tous ont dit la même chose :
l'armée libanaise doit avoir le monopole des armes.
Le Hezbollah doit être désarmé.

Deux semaines plus tard, le Hezbollah décidait unilatéralement d'entrer en guerre.

L'État libanais s'est trouvé pris de court.
Fragilisé.
Décrédibilisé.

Ses responsables ont le sentiment d'avoir été dupés.

Je veux saluer le courage du ministre de la Justice, Adel Nassar, qui a évoqué la possibilité d'engager des poursuites contre le secrétaire général du Hezbollah, Naïm Kasseem.

Par cette position, il ne se contente pas de poser un acte juridique.
Il s'affirme comme un véritable homme d'État.

Car il fait revenir la justice là où elle avait reculé.
Il réaffirme que nul n'est au-dessus des lois.

Et surtout, il redonne espoir :
espoir aux familles des victimes de l'explosion du port de Beyrouth,
espoir aux déposants spoliés par les banques,
espoir à tous ceux qui, au Liban, refusent la fatalité de l'impunité.

Je veux saluer la fermeté du ministre des Affaires étrangères, Joe Raggi, qui a déclaré hier l'ambassadeur d'Iran persona non grata.

Mais au-delà de cette impasse politique, les méthodes du Hezbollah doivent être dénoncées avec la plus grande fermeté.

Il n'est plus acceptable qu'il exerce un contrôle direct sur la couverture médiatique dans certaines zones du pays et porte une atteinte grave à la liberté d'informer.

Nous devons également dénoncer la cyberattaque contre la chaîne MTV, ainsi que les campagnes de menaces, de pressions et de harcèlement pour faire taire celles et ceux qui dénoncent ses dérives.

Et je le dis avec force : aucune cause ne peut justifier qu'un journaliste devienne une cible.

Monsieur le Premier ministre,

Une question centrale demeure pour le Liban :

N'y a-t-il pas une contradiction dans notre politique en appelant au respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, sans appeler à la dissolution du Hezbollah qui est aux ordres des Gardiens de la Révolution iraniens, une puissance étrangère ?

Que fait la France face au Hezbollah ?
Quelle est notre stratégie ?

Comment aider concrètement l'armée libanaise à rétablir l'autorité de l'État ?

Et surtout : que ferons-nous lorsque le mandat de la FINUL arrivera à échéance ?

Car nous ne pouvons pas nous contenter d'observer si nous revendiquons d'être une puissance.

Cette crise révèle aussi une réalité trop souvent ignorée : la force de notre diaspora.

Nos compatriotes ne fuient pas.
Ils tiennent.
Ils s'organisent.
Ils s'entraident.

Ils ne sont pas une faiblesse.
Ils sont une force.

À tous ceux qui vivent aujourd'hui dans l'inquiétude,

je veux dire : la France est à vos côtés.

Je vous remercie.

